

Prestations d'impressions diverses pour le Parc national des Cévennes

Marché à procédure adaptée (MAPA)
Marché de fourniture de services

N°2025/PNC/MAPA/05

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : LE 03 novembre 2025 à 14h00

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objet du marché

Le présent accord-cadre à marchés subséquents a pour objet l'impression de supports d'information et de communication de l'EP PNC. Il comprend la fourniture du papier, l'impression, le façonnage, le conditionnement, le transport et la livraison.

Code CPV	Libellé CPV
79810000-5	Services d'impression
79824000-6	Services d'impression et de distribution

2. Procédure de passation

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de fournitures courantes et services, et se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fourniture de services (CCAG-FCS).

Il est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique et des articles R.2113-1 à 3 pour les marchés allotis.

Pour chaque lot, il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires, sans minimum et avec un maximum de 139 999.99 €HT sur toute sa durée (reconductions comprises), géré par bons de commande, en application de l'article R.2162-2.

Les candidats peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots.

Les prestations feront l'objet de bons de commande qui seront émis au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande seront notifiés par l'EP PNC par messagerie électronique.

La description des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et l'annexe financière.

La présente consultation est une consultation initiale.

3. Décomposition en lots

Le présent marché comporte 2 lots :

Lot n° 1	Impression de dépliants, plaquettes, brochures, affiches et autres documents
Lot n° 2	Impression et routage postal de la revue semestrielle « De Serres en Valats »

4. Clause de réexamen

Dans le respect des articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 à 4 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur, afin d'adapter les prestations initialement demandées en cours de réalisation du marché si cela s'avérait nécessaire.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

1. Pièces particulières

- ❖ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière
- ❖ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ❖ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ❖ le dossier remis par le titulaire, dans le cadre de son offre

Les documents originaux sont conservés par l'EP PNC et font seuls foi.

2. Pièces générales

- ❖ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fourniture Courante de Services (CCAP-FCS) ;
- ❖ les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations objet du marché, le cas échéant, en vigueur lors de la remise des offres.

Ces pièces prévaudront sur toutes autres pièces (contrat...) prévues et utilisées par le prestataire.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification, renouvelable annuellement trois (3) fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse être supérieure à quatre (4) années.

Les titulaires du marché ne peuvent pas refuser la reconduction. De même, ils ne peuvent pas refuser les bons de commande qui en découlent.

En cas de non-reconduction, l'EP PNC transmet sa décision au titulaire concerné par courriel avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la validité du marché. La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité pour le titulaire concerné.

4. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

1. Conditions imposées pour les prestations à réaliser

Les conditions générales d'exécution des prestations seront réalisées suivant les modes d'organisations générale et particulière, décrits au CCTP.

2. Moyens du titulaire

Le titulaire exécute toutes les prestations prévues au présent marché avec le personnel et le matériel décrits dans son offre.

A tout moment, ces matériels et les personnels devront être suffisants, tant en nombre qu'en capacité technique, pour assurer la bonne exécution du marché.

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue d'assurer à l'établissement public du Parc national des Cévennes (EP PNC) l'exécution des prestations demandées dans les délais prévus par le présent marché.



3. Obligations du titulaire

En cas de défaillance du titulaire et d'une impossibilité d'assurer les prestations pour quelque raison que ce soit, celui-ci doit immédiatement :

- prévenir l'EP PNC
- l'informer des dispositions qu'il compte prendre pour assurer la continuité du service et des prestations

5. ÉTABLISSEMENT ET VARIATION DES PRIX

1. Établissement du prix

Les prix du marché sont établis en EUROS et s'entendent franco de port. Les prix sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution prévues dans les pièces du présent dossier.

En particulier, ils sont réputés comprendre toutes charges salariales, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la fabrication, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport/frais d'envoi jusqu'au lieu de livraison, au déchargement, stationnement et à l'installation.

2. Forme du prix

Conformément aux articles R.2112-13 et R.2112-14 du code de la commande publique, afin de tenir compte des variations économiques, les prix pourront être révisés lors de chaque reconduction tacite, sur demande écrite du titulaire. Dans tous les cas, le titulaire communiquera à l'EP PNC la révision du prix calculé selon la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times (\text{Index de référence-M} / \text{Index de référence-M}_0)$$

Dans laquelle : P représente le prix révisé

P₀ : représente le prix à la date de remise des offres (octobre 2025)

Index de référence-M : représente le dernier Index de référence **CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes** publié à la date de révision

Index de référence-M₀ : représente l'index de référence publié à la date de remise des offres (octobre 2025)

3. Prestations supplémentaires

L'EP PNC pourra demander des prestations supplémentaires, non prévues au bordereau des prix, aux titulaires du marché. Un devis sera alors élaboré par les prestataires, puis soumis à l'EP Parc national des Cévennes pour accord avant toute commande. Un avenant sera conclu en conséquence.

4. TVA

En application de l'article 298 octies du Code général des impôts, les travaux d'impression des écrits périodiques bénéficient du taux intermédiaire de TVA à 10 %.

6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

1. Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée

2. Demandes de paiement

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :



❖ en référence aux bons de commande rédigés sur la base de l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement, sur la base des prestations réalisées, en € HT et € TTC :

❖ à l'issue de l'achèvement des prestations de chacun des bons de commande.

Les factures seront rédigées à l'attention de :

M. le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes

6 bis, place du Palais

48400 Florac Trois Rivières

et déposées sur le portail de dématérialisation des factures Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures comprendront :

Le montant H.T. afférent à chacun des paiements ainsi que les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du prestataire/fournisseur et de l'EP PNC,
- le numéro d'identification à la T.V.A., le taux et le montant de la T.V.A.,
- l'intitulé et le numéro d'engagement juridique du marché,
- la date de la facture,
- le numéro de son compte postal ou bancaire,
- la prestation assurée,
- le prix unitaire et les quantités réellement livrées,
- la date d'exigibilité.

3. Modalités de règlement des comptes

Les montants des sommes versées sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur. L'administration se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement administratif dans un délai maximal de 30 jours, conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai entraînera le versement d'intérêts moratoires dans les conditions détaillées aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique.

4. Paieement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte d'engagement et la déclaration de sous-traitance indiquent ce qui doit être réglé respectivement et le cas échéant :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

7. PÉNALITÉS

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, elles sont fixées de la manière suivante :

Objet	Pénalité journalière ou forfaitaire
Défaut d'exécution d'une prestation dans les délais prescrits	50€ /jour de retard

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, elles sont dues dès le premier euro et ne sont pas plafonnées.



Parc national des Cévennes

Page 5 sur 6

8. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, les titulaires ne percevront aucune indemnisation.

Dans le cas de la résiliation pour faute du titulaire définie à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement et sans dédommagement le contrat, après mise en demeure restée infructueuse. Ne seront réputés acquis que les paiements correspondants aux prestations réalisées et jugées utilisables.

La mission sera résiliée par décision adressée par lettre recommandée avec avis de réception et dans un délai de 15 jours à réception dudit courrier.

9. CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution de la mission.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources d'études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation de la prestation faisant l'objet du présent marché.

10. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements relativement aux voies de recours peuvent être demandées est le Tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS88010 – 30941 NÎMES Cedex 09 – Tél. 04 66 27 37 00 – Fax. 04 66 36 27 86 – Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Article du CCAP	Nature de la dérogation	Articles du CCAG-FCS
7	Formule de calcul des pénalités	14
8	Résiliation du marché	39, 40 et 42

Fait à, le2025

Le titulaire



Parc national des Cévennes

Page 6 sur 6